

SCHARFE, Sharon. *Complicity, Human Rights and Canadian Foreign Policy: the Case of East Timor*. Montréal, Black Rose Books, 1996, 200 p.

Nemer H. Ramadan

Volume 28, Number 4, 1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703833ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703833ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Ramadan, N. H. (1997). SCHARFE, Sharon. *Complicity, Human Rights and Canadian Foreign Policy: the Case of East Timor*. Montréal, Black Rose Books, 1996, 200 p. *Études internationales*, 28 (4), 916-919. <https://doi.org/10.7202/703833ar>

n'existe pas de différences sensibles entre les dix ou douze premiers pays. Indice ou pas, qui peut nier que l'on ne vit pas aussi bien à Paris, à Londres, à Barcelone, à Genève, à Bonn, à Amsterdam, à Copenhague, à Stockholm, à Oslo, à Bruxelles, à Vienne ou à Luxembourg qu'à Toronto?

Le troisième et dernier chapitre traite de la réalité économique à l'aube du XXI^e siècle. Encore une fois la précision des détails ne manqueront pas d'intéresser les lecteurs à l'affût d'informations sur la diversité de la structure de l'économie canadienne. Ses potentialités et ses faiblesses font l'objet d'une présentation claire et concise. Comme il se devait, l'intégration à l'intérieur de l'Amérique du Nord à travers l'ALENA fait l'objet d'une attention particulière. De même l'auteur s'attarde à l'inévitable ouverture sur le monde et sur la place qu'occupe le Canada à la fois sur le plan économique, humanitaire et diplomatique.

Une conclusion d'une page et demie représente bien tous les sentiments qu'éprouve l'auteur envers ce pays qui, à ses yeux n'aurait pas fini d'étonner. En présence de l'interrogation que soulève le résultat du référendum de 1995 sur la souveraineté du Québec, il ne lui manque que la célèbre boutade de l'humoriste Yvon Deschamps : les Québécois veulent un Québec fort dans un Canada uni. Quant à ce qui peut étonner, je me permets quelques réserves. Avec une fin de siècle qui aura vu l'effondrement de l'empire soviétique, la disparition de l'apartheid en Afrique du Sud, le retour de la démocratie en Argentine et au Brésil, entre autres pays, des poignées de mains entre représentants de l'OLP et de l'État d'Israël,

à l'adoption vraisemblable de l'Euro et à la consolidation de la Communauté européenne, on se demande bien si ce n'est pas l'incapacité des Canadiens à adapter leur vieille constitution aux nouvelles réalités et exigences qui offre matière à étonnement. Au lendemain du référendum du 20 mai 1980, le quotidien parisien *Libération* mentionnait qu'au Canada il ne se passe jamais rien. Depuis lors, son intérêt envers ce qui se passe ou ne se passe pas au nord du 45^e parallèle n'est guère plus grand que celui envers l'État de Pernambuco (*Nordeste* du Brésil). On n'en voudra pas à Jean-Claude Redonnet pour ce petit excès de sensiblerie suite à un apparemment excellent séjour sur les rives du canal Rideau. Son petit ouvrage est à la fois utile et intéressant.

André JOYAL

Département d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada

Complicity, Human Rights and Canadian Foreign Policy: the Case of East Timor.

SCHARFE, Sharon. Montréal, Black Rose Books, 1996, 200 p.

Même si l'auteure nous invite à lire son ouvrage « not as complete account, but rather as a work in progress » (ix), dont le résultat, espère-t-on avec elle, serait la libération du Timor de l'Est du joug de la junte militaire en Indonésie, le lecteur arrive au bout de son souffle dès la fin du premier chapitre. La thèse de l'auteure est déjà révélée par le titre du livre : son travail se résume dès lors à trouver le matériel requis pour la soutenir. Il est clair que le but de S. Scharfe, en tant que « National

Coordinator of the East Timor Alert Network », et secrétaire internationale des « Parlementaires pour le Timor de l'Est » (provenant d'une quinzaine de pays), est de faire prévaloir la tragédie des Timorais de l'Est soumis depuis 1975 à une répression des plus dures ; une répression qui se trouve sanctionnée par la « complicité », entre autres, du gouvernement canadien qui, de ce fait, trahit *La Déclaration universelle des droits de l'homme* rédigée par un groupe international dont faisait partie un Canadien, John Humphreys. La question du Timor de l'Est a refait surface en octobre 1996 lorsque le cardinal Carlos Ximenes Belo, et le porte-parole des « indépendantistes » timorais représentés par Fretilin (par opposition aux « intégrationnistes », si on suit la logique de l'auteure), José Ramo-Orta réfugié en Australie, ont reçu le prix Nobel pour la paix. Cet événement a eu lieu quelques années après le massacre horrible de Santa Cruze (12 novembre 1991), et la capture par l'armée indonésienne de Xanama Gusmão « the undisputed leader of East Timor » (vi), le 20 novembre 1992. Malgré tout, le gouvernement indonésien poursuit son « programme de génocide » (pp. 37-82) révélant de la sorte, comme l'a bien écrit Gusmão (de sa prison) dans la Préface que le « nouvel ordre mondial » (NOM) n'est qu'un mythe : à la place de l'équilibre des puissances des années antérieures, on a maintenant « a balance of popular repression » (x). Dans un monde dominé par une logique marchande, l'appel de l'auteure pour que le NOM soit fondé sur le respect des droits fondamentaux des gens, dont le droit à l'autodétermination, se perd dans la jungle d'intérêts financiers colossaux :

la saga de la compagnie minière Bre-X de Calgary le confirme bien. Il faut cependant défendre ce principe sinon la tragédie du Timor de l'Est pourrait créer un précédent et, peut-être, un jour la répression atteindra-t-elle le « monde libre ». Mais comment expliquer cette « complicité » ? Pourquoi le Canada a choisi de fermer les yeux sur le sort tragique des Timorais de l'Est ? Ici l'auteure reprend les thèses de plusieurs internationalistes canadiens qui ont écrit sur la politique étrangère canadienne envers des régions avec qui le Canada n'avait aucun lien historique, et qui, souvent, le montrent à la remorque et à la merci des décisions des « grandes puissances ». S. Scharfe, qui identifie plusieurs éléments qui influencent la politique du Canada à ce niveau (les reportages sur la situation politique au Timor de l'Est par les médias ; la ligne de conduite adoptée par d'autres pays alliés ; la manière selon laquelle le vote à l'Assemblée générale de l'ONU pourrait affecter les intérêts économiques canadiens en Indonésie (p. 114) ; la faible marge de manœuvre du Canada en tant que pays dépendant (p. 7) des États-Unis sur le plan commercial), semble réduire la politique canadienne envers l'Indonésie et le Timor de l'Est à sa seule dimension économique ; même si le commerce canadien avec l'Indonésie a franchi la barre du 1 milliard de dollars, et que les investissements des compagnies canadiennes y totalisent 5 milliards de dollars (p. 188). Le Canada demeure, par pur réalisme, soucieux de la stabilité en Asie. L'auteure l'a bien remarqué (p. 158) en affirmant que l'Indonésie (300 millions d'habitants) revêt toujours, malgré la fin du contentieux Est-Ouest, une importance

stratégique incontestable pour les intérêts de l'alliance occidentale en Asie du Sud-Est (p. 118). C'est ce qu'il fallait peut-être plus analyser lorsque l'auteure désigne « 1980 » comme la date qui marque le passage du Canada vers une politique pro-indonésienne (p. 108). Il fallait mieux contextualiser ce tournant. La politique instituée par les conservateurs de Mulroney (l'auteure distingue les députés/ministres et les *back benchers*), qui liait l'*Aide Officielle au Développement* au respect des droits de l'homme, fut renversée par les libéraux de Jean Chrétien en 1993, date de leur arrivée au pouvoir. On a passé, dès lors, de la question de l'aide et du respect des droits de l'homme à celle du commerce et des droits de l'homme. Contrairement à l'assertion du premier ministre Chrétien, le commerce avec des « pays dictatoriaux », telle l'Indonésie de Suharto, ne pourrait aider qu'à les renforcer, le commerce étant une bonne source de financement en devises étrangères. Ce qui est encore grave, c'est que le gouvernement libéral a approuvé cinq permis d'exportation de produits militaires entre octobre 1993 et février 1995, alors qu'il n'a même pas une idée précise du montant des transactions militaires avec l'Indonésie, des produits civils pouvant être employés pour des fins militaires. Mais « without weapons from the West » je ne suis pas sûr que « Indonesia's wars would have ground to a halt long ago » (p. 196), car il y a certainement d'autres sources d'approvisionnement en armes. Finalement, quelques remarques de fond s'imposent (la seule remarque de forme consiste en la révision de la pagination de la table des matières). Malgré mon introduction, cet ouvrage

est une réussite à bien des niveaux. L'auteure démontre indirectement que les citoyens, réduits depuis quelque temps à des payeurs de taxes, n'ont qu'une influence minime sur les choix que font leurs représentants démocratiques en matière de politique étrangère. Elle démontre, chiffre à l'appui (pp. 112-117), le silence total des médias, dont le *Globe and Mail*, *Canada's National Newspaper*, face aux atrocités commises sur une base quotidienne contre les Timorais de l'Est par l'armée indonésienne. Il n'est pas certain que nous vivons dans un « village global ». Malgré les 15 photos que renferme l'ouvrage, et qui frisent les limites de l'exotisme raciste, l'auteure a évité de présenter le cas du Timor de l'Est comme un « clash » de religions. Les 80 % de catholiques du Timor de l'Est, comme les 82 % de musulmans d'Indonésie, sont soumis à des pratiques inhumaines (pp. 181-188) au nom de la doctrine *Paucasila* (p. 50) érigée en dogme par la junte militaire à Jakarta. Toutefois, dans son « militantisme » S. Scharfe irrite un peu le lecteur (contradiction dans ce qu'elle dit sur l'occupation portugaise du Timor de l'Est entre la page 39 et la page 159). Faute d'arguments à formuler, l'auteure s'enfonce dans un cynisme « pathétique » en essayant d'attiser les craintes, pour ne pas dire la xénophobie des chômeurs canadiens en disant : « However, there is real concern that increased investment in Indonesia will cost Canadians jobs » (p. 189). Sans parler de l'accord de libre-échange canado-américain et de l'ALÉNA, une proportion importante de l'aide au développement (p. 13) n'est-elle pas toujours liée à l'achat par le pays receveur de produits du pays donneur ? Le recours par S. Scharfe

aux documents du ministère canadien des Affaires extérieures/étrangères et de l'ACDI à travers l'*Access to Information Act* ne sert-il pas à démontrer, qu'au-delà du décalage entre la théorie et la pratique dans le discours, entre autres, du gouvernement fédéral au sujet des droits de l'homme, il y a une complicité! (*Le Robert*, 1967, p. 351) canadienne avec le « programme de génocide » perpétré par l'armée indonésienne, ou pour le moins – pour utiliser une terminologie anglaise – « a conspiracy of silence »? La majeure partie des documents livrés à l'auteure était censurée pour ne pas « nuire à la conduite des affaires internationales », aux dires des fonctionnaires du MAE, ce qui « corrobore » la thèse de conspiration ou de collusion. Dans une entrevue avec *Middle East Report* (juillet/août 1991), Edward W. Saïd disait : « There's only one way to anchor oneself, and that's by affiliation with a cause, with a political movement. There has to be identification not with the secretary of State but with matters involving justice, principle, truth, conviction. Those don't occur in a laboratory or a library. » S. Scharfe s'est certainement affiliée à une de ces bonnes causes.

Nemer H. RAMADAN

Département de science politique
Université du Québec à Montréal

2. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

L'industrie de défense du Québec : dynamique et enjeux.

BÉLANGER, Yves, Aude FLEURANT et Céline MÉTIVIER (dir.). Montréal, Méridien, 1996, 90 p.

Cette brochure fournit, à l'aide de nombreux tableaux bien faits, un portrait de la situation d'ensemble de l'industrie de défense du Québec au tournant des années 1994-1995. Marine, armée, aviation, R et D, électronique, exportations, proportion des dépenses du ministère de la Défense nationale au Québec ne sont que quelques-uns des détails abordés par les auteurs.

Le titre apparaîtra un peu pompeux cependant, puisque très peu d'entreprises, au Québec, comme dans le reste du Canada, ne vivent, ou n'ont vécu, depuis une trentaine d'années, qu'en fonction de la défense. Seuls de grands ateliers d'entretien ou de réparations d'équipements militaires – à Montréal ou Halifax – dépendent presque entièrement du militaire. Même les rares fabriques de munitions se diversifient depuis longtemps.

Lorsque les auteurs constatent que, dans le monde, les experts sont de plus en plus nombreux à prétendre que l'industrie militaire change et entretient de façon croissante des activités non militaires, ils ne lient pas cette vérité au fait qu'au Québec (Canada) cette situation existe déjà depuis des lustres. Aurions-nous été en avance? Ou, tout simplement, un pays aussi peu militarisé que le Canada aurait-il engrangé, bien avant les grandes puissances, une bonne partie des dividendes de la paix?